



HAL
open science

Jours tranquilles sur l'Euphrate syrien

Géraldine Chatelard

► **To cite this version:**

Géraldine Chatelard. Jours tranquilles sur l'Euphrate syrien. Catalogue de l'exposition de photographies de François Louis Pons. Qui connaît sa maison. Images du Nord syrien, 2016. halshs-01963966

HAL Id: halshs-01963966

<https://shs.hal.science/halshs-01963966>

Submitted on 11 Jan 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Abbaye de Flaran

Centre patrimonial départemental, Gers

François L. Pons

Qui connaît sa maison

Images du Nord Syrien



La profondeur des champs

sillon 7

exposition 9 octobre 2015 - 20 mars 2016



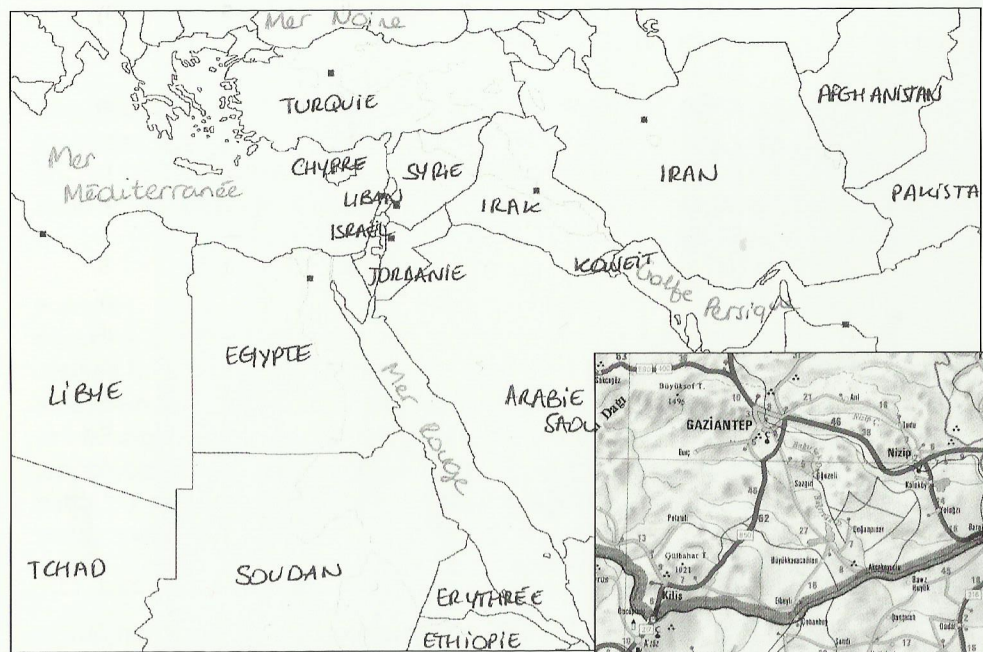
Jours tranquilles sur l'Euphrate syrien

par Géraldine Chatelard

En cette deuxième moitié des années 1990, les habitants des villages de la rive occidentale du Moyen Euphrate semblent couler des jours tranquilles bercés par le clapotis du lac de barrage et le bruit des motopompes, à mi-chemin entre deux révolutions.

Sur le plateau syrien, zone de transition entre l'espace méditerranéen et la steppe hyper-aride, l'Euphrate s'encaisse sur presque 700 km entre son amont turc et son aval irakien. C'est une région qui parle aux archéologues et aux historiens de la Mésopotamie antique. Dans ce foyer de l'agriculture, tout particulièrement irriguée, les tells archéologiques, collines artificielles formées par l'accumulation des couches d'occupation humaine, parsèment le plateau, par ailleurs sans relief, qui surplombe le grand fleuve.

Longtemps, il n'y a eu d'autre matériau de construction que la terre et l'eau, parfois mélangées à un peu de matière végétale. Durant des millénaires, les hommes ont construit des maisons à coupole en briques de terre crue que l'on retrouve dans toute une partie de la Syrie du Nord et de l'autre côté de la frontière avec la Turquie. La dernière vague de construction remonte aux années 1950-1960 lorsque les éleveurs de moutons nomades se sédentarisent. C'est d'abord cette architecture si particulière que François L. Pons était allé chercher sur l'Euphrate, après avoir photographié les fouilles de la cité antique de Mari, fondée au III^e millénaire sur le fleuve quelques 350 km plus au sud. Peut-être cet intérêt témoignait-il d'une certaine fascination pour la continuité de l'entreprise humaine dans ce milieu si aride qu'on peut facilement le penser marginal. Des maisons à coupoles il ne restait cependant que les vestiges, car de grands bouleversements avaient affecté, en quelques décennies, l'espace rural et la vie des paysans.



C'est en grande partie la maîtrise des techniques hydroagricoles qui a permis à l'homme d'étendre son emprise sur ces régions où la pluviométrie ne dépasse pas 200 mm en année moyenne, concentrés sur quelques mois d'hiver. Depuis l'époque néolithique, agriculteurs et éleveurs ont cohabité, combinant nomadisme et sédentarité, passant souvent de l'un à l'autre au gré des aléas climatiques, économiques et politiques. Autrefois, pour vivre sur le plateau, espérer mieux que de maigres récoltes de blé et d'orge et abreuver le cheptel ovin, il fallait aménager des mares, creuser des puits et des citernes, ou bien, moins laborieusement, remettre en état ceux abandonnés par les populations qui avaient précédé. Sur le fleuve, on construisait des digues, des canaux, puis des roues à aubes pour irriguer les berges alluviales et planter des cultures que les rares précipitations ne suffisaient pas à nourrir. Il fallait aussi compter avec l'incertitude des crues. Au milieu du XX^e siècle, l'irrigation par pompes placées de long du fleuve ainsi que l'arrivée des camions et des tracteurs permirent d'étendre les surfaces agricoles et d'introduire la culture intensive du coton.

Ces zones nouvellement irriguées demeuraient cependant aux mains des chefs bédouins, les cheikhs, qui avaient enregistré en leur nom les terres de steppe que les éleveurs de moutons de leurs propres tribus utilisaient comme terrains de parcours. Quand aux capitaux nécessaires à l'irrigation et à la mise en culture, ils appartenaient aux entrepreneurs de la grande cité marchande d'Alep, associés des cheikhs. Ces derniers usaient et abusèrent d'une main d'œuvre bon marché : les hommes et les femmes pauvres de leur tribu qui, voyant les pâturages se réduire face à l'avancée de la colonisation agricole, étaient contraints de quitter l'élevage en grand nombre, de se louer comme ouvriers agricoles ou de devenir métayers, et de se fixer à l'année dans des villages.

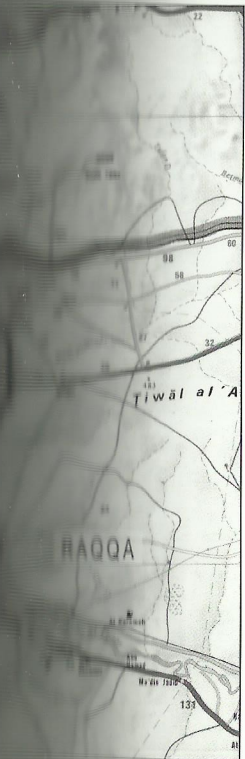
La mort du système latifundiaire en Syrie du Nord est à mettre au crédit de la révolution baasiste de 1963 qui amène au pouvoir un régime se définissant comme progressiste et

socialiste, lequel se lance sans tarder dans la distribution de la terre à ceux qui la cultivent, l'amélioration des conditions du métayage, et d'autres mesures qui libèrent les petits paysans de l'endettement perpétuel.

Au début des années 1970, sur les rives et le plateau de l'Euphrate, les petits paysans sont d'anciens bédouins regroupés dans des villages chacun habité par un ou deux clans de même lignage et fortement solidaires. Ils cultivent en moyenne de 2 à 4 ha de terres irriguées soient comme métayers, soient comme propriétaires. Ceux qui cultivent le coton louent pompes et tracteurs aux entrepreneurs. Les rendements ne sont pas très élevés. En plus du coton, la plupart cultivent sur le plateau 5 à 25 ha en culture pluviale, élèvent quelques moutons, et louent leurs bras lors des moissons. La société rurale compte également quelques ouvriers agricoles et des bergers, des artisans, des mécaniciens et des commerçants. Il n'y a pas d'électricité dans les villages. La situation sanitaire est mauvaise et le taux d'alphabétisation très bas.

Puis, en 1976, vient la mise en service du grand barrage hydroélectrique de Tabqa construit avec l'aide de l'Union soviétique au sud-est des villages qu'a photographiés François L. Pons quelque vingt ans plus tard. Ces grands travaux entraînent une transformation profonde des paysages, de l'économie agraire et de la société rurale.

Le barrage ennoie la vallée de l'Euphrate sur 80 km de long et 8 km de large en moyenne. Le réservoir du Lac Al Assad occupe à présent une superficie de 625 km². Plus d'une centaine de villages et de sites archéologiques sont engloutis forçant quelque 60 000 personnes, soit environ 4 000 foyers, à se déplacer. L'expérience est brutale et traumatisante. Relogées sur le plateau, les communautés villageoises homogènes se défont ; dans les nouveaux villages, des membres de clans différents, parfois porteurs de vieux conflits non résolus, se sont installés côté à côté, ce qui engendre méfiances et tensions.



La terre est échangée sur la base d'un hectare submergé pour un hectare irrigué mais sans compensations financières afin de prévenir un possible exode rural. Ceci ne décourage pas un bon nombre de familles d'aller tenter leur chance dans les centres urbains régionaux d'Alep et Raqqa.

En 1999, c'est au tour du barrage hydroélectrique de Tichrine d'être terminé au nord du Lac Al Assad, créant un autre réservoir qui envoie lui aussi une vaste région cultivée, des villages et des sites archéologiques, et déplace des populations sur le plateau. La mise en eau est en cours lorsque François L. Pons visite la région.

Le baasisme triomphant promet aux paysans que l'avenir sera radieux dans cet espace redéfini comme un front pionnier agricole qui va porter le développement économique et l'auto-suffisance alimentaire pour le bien de la nation. De fait, la construction puis l'entretien des barrages, qui alimentent en électricité les grandes villes du nord du pays, ainsi que celles du réseau public d'irrigation par canaux, créent plusieurs milliers d'emplois non qualifiés et contribuent à la formation des ouvriers. Les lacs de barrage offrent de nouvelles opportunités pour la pratique de la pêche. Les paysans bénéficient du dispositif d'irrigation moyennant une taxe modeste qui leur donne un accès moins cher à l'eau. Des métayers et des ouvriers agricoles sans terre sont embauchés comme fonctionnaires par les nouvelles fermes d'État créées sur le modèle des sovkhozes. Les activités économiques et les qualifications se diversifient ; le salariat se développe ; les liens tribaux se défont au contact avec des travailleurs et des cadres issus de toutes les régions de Syrie ; de nouvelles identités rurales émergent.

Mais une nouvelle tutelle remplace l'ordre tribal. Le régime baasiste met en place, partout dans les campagnes, d'autres formes d'encadrement, ou d'oppression, institutionnalisées : banque agricole, structures coopératives et syndicales, organisations populaires embrigadant femmes et hommes,

jeunes et moins jeunes, écoles et centres culturels, mais également le service militaire obligatoire, et de fortes incitations à rejoindre le parti Baas qui possède des représentants dans le moindre bourg, quadrillant et contrôlant le territoire rural au coude-à-coude avec les services de renseignement.

On repère aisément la marque de l'État dans les paysages qu'a photographiés François L. Pons : raccordement électrique et canaux d'irrigation rendus possibles grâce aux barrages, aménagements agricoles typiques des coopératives ou des fermes d'État tels les hangars et les silos, pompes qui distribuent le carburants produit et raffiné en Syrie, possiblement le gros matériel de pompage ou de tractage sur une berge du fleuve. La production agricole est réglementée au point qu'il est possible d'identifier, sur un cliché, l'Établissement Al Assad, à Meskéné, seule ferme d'État de la région autorisée à se livrer à la sylviculture, en l'occurrence 10 000 ha de peupliers. Dans les zones arides, le ministère de l'Agriculture et de la Réforme agraire interdit aux paysans indépendants de cultiver des arbres si ce n'est pour la consommation familiale. C'est pourquoi on ne trouve que de petits vergers de fruitiers aux abords des villages ou enserrés entre les maisons. Les canaux sillonnent le plateau pour alimenter les champs irrigués gagnés sur la steppe.

L'horizon d'expérience des personnes photographiées est, lui aussi, très fortement marqué par l'emprise de l'État. Les choix agricoles des producteurs sont limités. Pour ce qui est du coton, des céréales, de la betterave sucrière et d'autres cultures irriguées considérées comme stratégiques, le ministère de l'Agriculture et de la Réforme agraire fixe la surface annuelle à cultiver et sa répartition entre les gouvernorats. L'administration vend les semences et fournit les engrais. Les paysans bénéficient d'un appui technique via lequel telle ou telle pratique culturelle est imposée. Jusqu'aux sacs de jute

distribués pour la récolte qui sont standard. L'intégralité de la production est achetée par l'État à des prix stables et attractifs pour les producteurs, même lorsque les cours mondiaux baissent. La banque agricole octroie des crédits à des taux très bas. Il n'y a guère d'incertitude.

C'est uniquement sur les terres en culture pluviale, qui dépendent, comme leur nom emprunté à un vieux vocable araméen l'indique, du bien vouloir du Seigneur, le ba'al, que les propriétaires, petits ou grands, peuvent s'affranchir un tant soit peu de la planification. Ils aident la main divine en creusant des puits, bien souvent illégaux. Mais tout se monnaie dans ce système qui a donné naissance à une bureaucratie locale prédatrice, dont la corruption fait partie intégrante du fonctionnement au point qu'est perçue comme allant de soi la pratique des « commissions » (l'arabe syrien a adopté le terme français depuis l'époque du mandat). Bureaucratie dont tout un chacun rêve néanmoins de faire partie ou au moins d'y placer un membre de sa famille.

Dans la vallée de l'Euphrate, les agriculteurs bénéficient d'une eau bon marché et abondante. Comme ailleurs dans le pays, l'électricité et le carburant sont subventionnés. La majorité des exploitations est de petite taille (3 ha maximum) et l'agriculture constitue souvent une activité complémentaire associée à l'élevage, à un emploi dans les services, le bâtiment ou l'armée. Environ 6 000 personnes sont employées à l'année ou en saison de récolte dans la ferme Al Assad de Meskéné. L'établissement de presque 30 000 ha plantés de coton, de blé, de betterave et de peupliers fait vivre une partie des familles déplacées par le barrage de Tabqa et demeurées dans la région.

En parallèle du salariat, le chômage a aussi fait son apparition. Il existait à peine dans la vallée de l'Euphrate avant son inondation car la combinaison du travail intensif dans la culture du coton, l'agriculture pluviale et l'élevage des moutons assurait généralement du travail toute l'année. Après la

réinstallation, de plus en plus d'hommes furent contraints de chercher un travail complémentaire pour vivre et faire vivre leurs familles. L'émigration de travail touche donc fortement ces communautés rurales. Dans certains villages, la majorité des hommes de moins de 40 ans travaille au Liban, en Jordanie ou dans les villes syriennes, en général dans l'agriculture ou le bâtiment. C'est une émigration temporaire, souvent saisonnière, mais qui alourdit les tâches des femmes, des jeunes et des personnes âgées demeurés au village.

L'économie rurale est familiale. Les ressources, dont les salaires, sont mis en commun et les rôles productifs et domestiques répartis entre deux ou trois générations qui vivent sous le même toit ou dans des maisons mitoyennes. Les fils qui se marient vivent avec leur famille chez leur père. En hiver, un jeune fils qui n'a pas émigré conduit les moutons sur les pâturages de la steppe. En été, il revient au village où les moutons paissent sur les chaumes de blé puis de coton à l'automne. Aux femmes, y compris les jeunes filles, revient la charge d'aller chercher au fleuve l'eau pour l'usage domestique. Les femmes travaillent aux champs familiaux, et se louent à la journée pour la récolte du coton très gourmande en main d'œuvre féminine. Elles ont comme tâche importante celle de confectionner les provisions pour l'hiver : le blé concassé (bourghoul), le beurre d'abord baratté dans des peaux de mouton puis clarifié, les légumineuses et les fruits secs. L'électricité, qui a amené le réfrigérateur, ainsi que les bouteilles de gaz pour cuisiner et le mazout pour alimenter les poêles durant l'hiver qui est rigoureux, ont considérablement facilité la vie des femmes rurales. Par contre, les machines à laver le linge, quand il y en a, sont semi automatiques et les lessives des familles nombreuses occupent beaucoup de bras féminins. Les femmes continuent de faire cuire les galettes de pain chaque jour dans des fours en terre ronds situés à l'extérieur des maisons. C'est à cet usage exclusif qu'est réservé le petit bois que l'on trouve en tas près des habitations et le long des chemins.

Grâce à l'avènement des pensions de retraite de la fonction publique, dont l'armée, et les prêts dédiés aux fonctionnaires, certains chefs de famille ont pu acheter un fond de commerce, un taxi ou des machines agricoles pour les louer. Les métiers artisanaux qui ne touchent pas à la mécanique, tels tailleurs ou coiffeurs, sont moins bien considérés.

On se déplace beaucoup à pied, ou à dos d'âne pour aller chercher l'eau ou le mazout. Des taxis collectifs, fréquemment des berlines américaines des années 1960, assurent la liaison avec Alep à l'ouest, et Raqqa à l'est. Pour les distances plus courtes, par exemple pour se rendre dans les petits bourgs où se concentrent l'administration et les services, tels Meskéné, on paye sa place dans un tricycle à moteur de fabrication artisanale. Parfois le chef de famille possède une moto de petite cylindrée de marque syrienne, très rarement une voiture. Si la famille a suffisamment de capital, priorité est donnée à l'achat d'un tracteur ou d'un camion.

Les maisons à coupoles se sont raréfiées. On les rencontre dans des villages fantômes désertés par leurs habitants, ou bien elles ont été transformées en greniers ou entrepôts. Les habitations à toits plats, qui sont devenues la norme, sont modestes et discrètes. Des marques légères de l'homme sur le paysage.

L'habitat est dépouillé, et les objets de la vie quotidienne simples. Pourtant il n'est pas sûr que l'on puisse parler de pauvreté ou de dénuement. Le mode de vie est en phase avec le paysage. Depuis leur naissance, les gens sont rompus à sa nudité. La société de consommation n'a guère atteint la Syrie, moins encore les zones rurales, et il est peu probable que les habitants aient l'impression de souffrir d'un manque de biens matériels outre ce à quoi ils peuvent raisonnablement aspirer. Pour la photo, on est plus fier de poser devant son verger que d'exhiber son téléviseur.

Le barrage a permis la maîtrise de facteurs naturels contraignants et, en conjonction avec des politiques sociales d'ampleur, a apporté une amélioration indéniable des conditions de vies. Les soins médicaux sont gratuits. Il n'y a plus de malnutrition. L'analphabétisme a disparu parmi les jeunes génération grâce à la multiplication des écoles dans les villages et les bourgs.

Pourtant le projet de l'Euphrate a essuyé de nombreuses critiques : la production hydroélectrique et le développement des surfaces irriguées se sont limités à environ 20% des objectifs fixés, tandis que les rendements agricoles sont demeurés relativement faibles. En outre, les coûts sociaux et environnementaux sont élevés : la majorité des familles déplacées par les barrages s'est appauvrie, le taux de salinité des sols a augmenté, l'eau du fleuve et des nappes est polluée par les produits chimiques agricoles. Le régime syrien rend la Turquie responsable de ces échecs du fait de la construction du barrage Ataturk sur l'Euphrate en amont. D'autres pointent du doigt les lourdeurs bureaucratiques et la corruption de l'administration syrienne.

Au début des années 2000, le monde rural syrien traverse une grave crise liée à plusieurs facteurs : l'extrême parcellisation des terres due à trois générations de subdivisions, lors des héritages, après la réforme agraire ; l'effondrement des niveaux des nappes phréatiques pompées par des milliers de puits illégaux ; l'appauvrissement des terres par les « cultures stratégiques ».

C'est dans ce contexte que Bachar Al Assad, qui a succédé à son père en 2000, engage la Syrie dans un programme de réformes néolibérales visant à décharger l'État sur le secteur privé. Les services publics se dégradent. Les fermes d'État sont démantelées. Les peupliers de Meskéné sont coupés et vendus en 2002. Les anciens employés de l'Établissement

Al Assad bénéficient de la distribution de lots de 3 ha par famille. Mais le travail indépendant, avec l'insécurité qui l'accompagne, ne convient pas à tous, et plusieurs regrettent le salariat. On vend son lot pour acheter un visa de travail en Arabie Saoudite.

Une nouvelle loi des relations agraires est promulguée en 2004 afin d'encourager l'investissement dans le monde agricole. Elle constitue une véritable contre-réforme agraire en faveur des plus grands propriétaires fonciers. Des milliers de métayers sont expulsés des terres sur lesquelles ils avaient construits leurs maisons, creusé des puits et planté des arbres, ce qui accélère l'exode vers les grandes villes.

En voilà que la Syrie est frappée par une très grave sécheresse qui dure de 2007 à 2010 : un million de déplacés internes, des centaines de villages vidés, en particulier dans le Nord, et les réserves stratégiques en blé épuisées. La crise agraire et humanitaire est amplifiée par l'augmentation du prix du fuel de 350% en 2008, un autre drame pour les fermiers contraints d'utiliser des puits équipés de pompes ou du matériel agricole à moteur. Les paysans de Syrie du Nord font l'expérience de la soif et de la dénutrition, si pas encore tout à fait de la famine généralisée. L'ère de l'État socialiste est bel et bien révolue.

La crise est moins aiguë dans la vallée de l'Euphrate, où l'accès à l'eau continue d'être assuré dans les périmètres irrigués par l'État ou les coopératives d'agriculteurs, et où les paysans ont accès à l'eau par le pompage direct dans le fleuve. Aussi, dans la région, les villages se vident moins qu'ailleurs.

En mars 2011 commence la révolution syrienne. Elle tarde à gagner Alep et la région du Nord-Est. Les petits paysans de la région, qui ont largement adhéré au Baas quelques décennies plus tôt, hésitent. Mais les barrages sont un enjeu stratégique. Tichrine tombe fin 2012, tandis que Tabqa est capturé en février 2013. Ils sont actuellement aux mains de l'organisation État islamique mais demeurent partiellement en service grâce

au personnel technique qui est resté sur place et qui continue de recevoir son salaire du gouvernement de Damas. Les parties en présence, dont la Turquie qui a complètement fermé le barrage Ataturk, s'accusent mutuellement d'avoir créé une pénurie d'eau et d'électricité qui touche aujourd'hui de plein fouet ce qui reste de la ville d'Alep.

La transition du monde rural syrien d'un modèle étatisé à un modèle libéral est brutalement interrompue par la révolution et la guerre qui imposent d'autres contraintes : disponibilité et flambée des prix des carburants, des intrants agricoles, problèmes de débouchés pour la production, engagement des hommes dans le conflit, pertes humaines et destructions matérielles, déplacements forcés.

La région autour du Lac Al Assad, du fait des ses équipements hydroélectrique stratégiques qui servent Alep, largement sous le contrôle du régime de Bachar Al Assad, a été relativement épargnée par les bombardements de l'armée régulière. Pourtant, à l'été 2015, la région est toujours fermement contrôlée par Daesh dont la capitale, Raqqa, est à une centaine de km. Les enfants aux regards d'adultes des années 1990 sont aujourd'hui en âge de porter les armes. Face à l'écroulement de l'État baasiste, les solidarités tribales ont resurgi, et le discours islamiste a trouvé un écho immédiat parmi une population qui est restée profondément religieuse et qui est fatiguée de la rhétorique du nationalisme séculier, masque de l'autoritarisme.

Géraldine Chatelard

*Chercheuse associée en études contemporaines,
Institut français du Proche-Orient.*

Sources

Je suis très largement redevable aux travaux suivants pour la rédaction de ce texte, alimenté également par l'animation d'un groupe de travail sur la question du développement en Syrie, et par plusieurs séjours dans les régions rurales du nord du pays. Avec mes remerciements à Vanessa Guéno pour sa relecture et ses suggestions.

Myriam Ababsa « Crise agraire, crise foncière et sécheresse en Syrie (2008-2011) », *Maghreb-Machrek*, N° 215, 2013, pp. 101-122.

Myriam Ababsa « La recomposition des allégeances tribales dans le Moyen Euphrate syrien (1958-2007) », *Études rurales*, N° 184, 2009, pp. 65-78.

Haitham Alashkar et Michel Fok « Politique cotonnière en Syrie : adaptation partielle et progressive a la mondialisation », *Cahiers Agricultures*, Vol. 18, N° 5, 2009, pp. 393-401.

Mohamed Al-Dbiyat et Ronald Jaubert « Le repeuplement sédentaire des marges arides à l'époque contemporaine (1848-1960) », in Ronald Jaubert et Bernard Geyer (éd.) *Les marges arides du Croissant fertile. Peuplements, exploitation et contrôle des ressources en Syrie du Nord*, Maison de l'Orient, Lyon, 2006, pp. 71-79.

Fabrice Balanche « La modernisation des systèmes d'irrigation dans le Nord-Est syrien », *Méditerranée*, Institut de géographie, Université de Provence, 2012, pp. 59-72.

Roman-Oliver Foy « "Il n'y a pas de justice !" : stratégies et opinions de la population locale suite à la liquidation d'une ferme d'État (l'Établissement al-Assad à Meskéné) », in Élisabeth Longuenesse et Cyril Roussel (éd.) *Développer en Syrie. Retour sur une expérience historique*, Presses de l'Ifpo, Beyrouth, 2014, p. 135-157.

Bernard Geyer « Pratiques d'acquisition de l'eau et modalités de peuplement dans les marges arides de la Syrie du Nord », in Mohamed Al-Dbiyat et Michel Mouton (éd.) *Stratégies d'acquisition de l'eau et société au Moyen-Orient depuis l'Antiquité*, Presses de l'Ifpo, Beyrouth, 2009, pp. 25-43.

Houda Kassatly et Karin Puett *De terre et de lumière. Les maisons à coupes du nord de la Syrie*. Éditions Al-Ayn, Beyrouth, 2011.

Günter Meyer « La réinstallation de la population touchée par le barrage de l'Euphrate en Syrie », in Françoise Conac (éd.) *Barrages internationaux et coopération*, Éditions Karthala, Paris, 1995, p. 283-304.